

## Working paper n° 3-2015

### La place ambiguë d'Heinrich Von Stackelberg dans l'histoire de la pensée économique des années 1930

Damien Bazin\* et Thierry Pouch\*\*

\* Maître de conférences en sciences économiques, GREDEG/ESIA (Université de Nice Sophia-Antipolis)  
\*\* Responsable du département d'économie de la Chambre d'agriculture de Paris, chercheur associé à REGARDS

#### Abstract

La figure de J.-M. Keynes est incontestablement associée à la politique économique. Son approche du fonctionnement de l'économie s'articule à une vision de l'intervention active de l'Etat dans les mécanismes de l'économie. C'est cette figure qui aura été privilégiée par l'histoire de la pensée économique, au détriment de celle de Stackelberg qui est passée au second plan. La science économique a préféré retenir de cet économiste sa typologie des marchés. Un examen plus approfondi de l'œuvre de Stackelberg montre pourtant que l'action de l'Etat lui paraissait indispensable pour stabiliser l'économie. Comment expliquer son dans le champ de l'économie ?

**Mots clés :** interventionnisme étatique, politique économique, régulation des marchés, formes de la concurrence, Stackelberg, idéologie fasciste

*Les working papers d'économie et gestion du laboratoire Regards sont édités après présentation en séminaire et validation par deux relecteurs internes, sous la responsabilité du conseil de laboratoire.*



Laboratoire d'Economie et Gestion REGARDS (EA 6292)  
Université de Reims  
Champagne-Ardenne  
UFR de sciences économiques, sociales et de gestion  
57B Rue Pierre Taittinger  
51096 Reims

Directeur : **Martino Nieddu**

Responsable de l'édition des working papers : **Cyril Hedoin**

## La place ambiguë d'Heinrich Von Stackelberg dans l'histoire de la pensée économique des années 1930

Bazin Damien<sup>a</sup> & Pouch Thierry

<sup>a</sup> University of Nice Sophia-Antipolis (UNS), UFR Higher Institute of Economics and Management (ISEM). National Centre for Scientific Research (CNRS), Research Group on Law Economics and Management (GREDEG/ESIA) UMR 7321 UNS-CNRS, 250, rue Albert Einstein, 06560 Valbonne – France. [damien.bazin@gredeg.cnrs.fr](mailto:damien.bazin@gredeg.cnrs.fr)  
tel. +33(0) 4 92 00 11 91 or +33(0) 4 93 95 41 13.

<sup>b</sup> Head of Economic Department, Agricultural Chambers of France, Paris, and University of Reims Champagne Ardenne, REGARDS Laboratory. Mail : [thierry.pouch@apca.chambagri.fr](mailto:thierry.pouch@apca.chambagri.fr)  
tel. +33 (0)1 53 57 10 97

### *Abstract*

*La figure de J.-M. Keynes est incontestablement associée à la politique économique. Son approche du fonctionnement de l'économie s'articule à une vision de l'intervention active de l'Etat dans les mécanismes de l'économie. C'est cette figure qui aura été privilégiée par l'histoire de la pensée économique, au détriment de celle de Stackelberg qui est passée au second plan. La science économique a préféré retenir de cet économiste sa typologie des marchés. Un examen plus approfondi de l'œuvre de Stackelberg montre pourtant que l'action de l'Etat lui paraissait indispensable pour stabiliser l'économie. Comment expliquer son dans le champ de l'économie ?*

*Keys words:* interventionnisme étatique, politique économique, régulation des marchés, formes de la concurrence, Stackelberg, idéologie fasciste

*JEL classifications :* B23, B25, B29.

## 1. Introduction

Ainsi que nous le rappelle J. A. Schumpeter dans le troisième volume de son *History of Economic Analysis* de 1954, le penchant spécifique des économistes depuis que le français L. Walras a construit à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle une théorie pure du marché, a été de travailler sur des modèles faciles à aborder et à manier, sans pour autant que ce penchant ne traduise une quelconque obédience idéologique envers le libéralisme. Walras a en effet livré une approche générale du comportement économique consistant à indiquer que les prix des biens et des facteurs se formant sur le marché ne peuvent subir l'influence d'aucun des acteurs impliqués dans la transaction marchande. L'hypothèse selon laquelle les agents sont suffisamment nombreux et atomisés laisse entendre que le prix ne se forme qu'après que la confrontation des offres et des demandes ne débouche sur un équilibre de marché. Les agents économiques n'ont d'autre choix que de s'adapter au fonctionnement concurrentiel du marché. La stratégie d'un agent ou d'un groupe d'agent visant à modifier en sa faveur les modalités de la formation du prix afin d'en retirer un bénéfice, apparaît par construction exclue du modèle.

L'ascension de cette théorie pure du marché, dotée d'un outillage mathématique puissant, ne put être entravée par l'exploit d'un A.A. Cournot au sujet du monopole – c'est ainsi que Schumpeter qualifie l'apport du mathématicien français. Il faut en effet attendre les années 1930 pour voir surgir une remise en cause du modèle de concurrence pure et parfaite. Outre la grande dépression de 1929, qui provoqua une montée de la critique à l'endroit de l'école néo-classique, c'est le déploiement de la part des entreprises de comportements contraire au principe de la concurrence pure et parfaite qui enclencha une vaste controverse au sujet des formes possibles du marché. Dans un cadre néo-classique, A. Marshall avait d'ailleurs lui-même inauguré une telle posture dès 1898 puisque, dans ses *Principles*, il porta un regard neuf sur la manière dont les entreprises déploient des stratégies de conquête des marchés.

C'est dans ce contexte fortement controversé que la théorie de Stackelberg (1905-1946) prend place. Il publie en effet en 1934, soit deux ans avant la *General Theory* de J.-M. Keynes, son œuvre la plus connue : *Marktform und Gleichgewicht (Market Structure and Equilibrium)* (Stackelberg, 1934). L'histoire de la pensée économique n'aura toutefois retenu de ce livre que la typologie des formes de la concurrence et la théorie du duopole qu'il renferme, négligeant au passage sa vision de la politique économique et plus spécifiquement son modèle théorique d'une corporation fasciste de marché, qui clôture l'ouvrage de 1934. La typologie des formes de la concurrence construite par Stackelberg le conduit à suggérer que l'interventionnisme étatique est légitime pour contrecarrer l'instabilité chronique des mécanismes du marché. Dans la mesure où cette typologie fut porteuse d'une vision particulière de l'intervention de l'Etat, et en cela elle entre en résonance avec les principes fondamentaux du keynésianisme, il est surprenant de constater que Stackelberg ne figure que très peu, voire pas du tout dans le corpus des auteurs ayant traité de la politique économique, surtout dans une période, les années 1930, où l'intervention de l'Etat était considérée comme légitime. Il est aujourd'hui quasiment impossible de trouver les traces d'une présence de Stackelberg théoricien de la politique économique dans un quelconque manuel traitant de cette thématique de l'intervention de l'Etat.

Est-on en mesure d'apporter des éléments d'interprétation du rejet des recommandations de Stackelberg en matière d'intervention de l'Etat en économie ? Comment penser la coupure en quelque sorte épistémologique entre sa théorie des formes du marché et ses engagements en matière d'intervention de l'Etat ? La première partie de cet article traitera de la vision de la

politique économique de Stackelberg. Il s'agira de montrer en quoi cette vision entre en cohérence avec sa démonstration ayant conduit à une typologie des formes de la concurrence.

Mais comme tout autre discours scientifique, l'économie a ses propres conditions sociales de production. Une théorie économique surgit à un moment précis de l'histoire de cette science, dans un contexte et un lieu particuliers. C'est pourquoi la seconde partie de cet article abordera les facteurs ayant été à l'origine de l'adhésion de Stackelberg à l'idéologie fasciste, faisant de sa théorie non seulement un objet encombrant dans l'histoire de la pensée, mais surtout expliquent qu'il n'apparaisse que très peu, voire pas du tout, dans le champ de la politique économique, alors que la figure de Keynes fut *a contrario* mise en avant depuis la parution de sa *General Theory* en 1936.

Le lecteur pourra questionner la légitimité scientifique d'une telle démarche, visant à mettre au jour les profils politiques des auteurs de théorie économique, d'autant plus que, dans le cas de Stackelberg, il s'agit d'un économiste somme toute peu fréquentable. L'ambition de faire de l'économie une science a souvent conduit à instaurer une ligne de démarcation entre l'activité scientifique et l'orientation politique. Outre le fait que l'implication de Stackelberg dans le nazisme a été à plusieurs reprises analysée, il est judicieux de rappeler que Schumpeter lui-même avait montré que son opposition envers la doctrine utilitariste ne pouvait entraver la lecture des auteurs s'en réclamant, y compris ceux qui étaient en proximité avec l'idéologie fasciste, à l'instar de V. Pareto, et que une telle lecture ne valait en aucun cas caution. Schumpeter fut un des rares économistes à traiter dans un chapitre spécifique des courants de pensée proches du totalitarisme.

## 2. L'importance de la politique économique pour Stackelberg

Les années 1930 constituent pour la science économique une période de grande turbulence, une décennie de « High Theory » comme l'a indiqué G.L.S Shackle (Shackle, 1967). Jusque-là, les doctrines économiques étaient porteuses d'un message partagé par une très grande majorité d'économistes. Il s'agissait de promouvoir le laisser-faire, et de faire tendre les économies vers un état de concurrence pure et parfaite. J. Robinson a souligné que le manque de correspondance des hypothèses et des faits a pu être à l'origine d'un réexamen de la théorie du laisser-faire ouvrant la voie à la révolution keynésienne (Robinson, 1971). L'article de P. Sraffa de 1926 ouvre en quelque sorte la voie à une critique en profondeur de la théorie de la libre concurrence (Sraffa, 1926). Suivront les travaux fondamentaux des non moins célèbres E.H. Chamberlin – *The Theory of Monopolistic Competition* de 1933 – et de J. Robinson – *The Economics of Imperfect Competition* de 1933 également. Leur degré de détachement théorique vis-à-vis de l'école néo-classique apparaît toutefois très variable.

C'est dans ce contexte que voit le jour la théorie de Stackelberg. Deux ans avant la parution de la *General Theory of Employment, Interest and Money* par J.-M. Keynes, Stackelberg publie son ouvrage sans doute le plus célèbre, tardivement traduit en anglais, *Marktform und Gleichgewicht*. Il suscita un intérêt immédiat dans la communauté internationale des économistes, au regard du nombre de citations dont il a été et est encore l'objet. Les recensions sur le livre de Stackelberg furent nombreuses et ont nourri de vives controverses (Leontief, 1934) (Tinbergen, 1934). J.R. Hicks a développé une critique argumentée du modèle de Stackelberg, soulignant au passage son attirance politiquement suspecte pour une intervention étatique de type corporatiste (Hicks, 1935).

La construction théorique livrée par Stackelberg aboutit à une typologie des formes de la concurrence, à partir de laquelle surgit sa vision du duopole. Se plaçant dans le prolongement des analyses d'A.A. Cournot, de J. Bertrand et de F. I. Edgeworth, il introduit une approche innovante des relations entre deux entreprises sur un marché, puisque, contrairement à

Cournot, elle repose sur un jeu dynamique à information incomplète. Il s'ensuit que les relations marchandes entre les deux firmes se caractérisent par une forme de dissymétrie, l'une d'elles étant en position de leader, l'autre de suiveuse, obligée de caler sa stratégie – ou fonction de réaction – sur celle de la première.

Beaucoup ont à juste titre reconnu dans cette approche du duopole chez Stackelberg le signe annonciateur de la théorie des jeux, qui allait procéder à une systématisation du modèle de l'économiste allemand d'origine russe. On en connaît les applications en économie industrielle ou encore dans l'économie des matières premières, et en particulier dans le processus de formation du prix du pétrole dès lors que les producteurs se sont constitués en cartel. Une extension du modèle de duopole de Stackelberg a même été établie pour comprendre la politique économique et le jeu entre un Etat et une Banque Centrale, selon que l'un ou l'autre exerce un leadership pour la détermination du *Policy mix*. Un Etat instaurant une politique budgétaire et exerçant un leadership conditionne la fonction de réaction d'une Banque Centrale déterminant une politique monétaire.

Le duopole de Stackelberg n'apparaît toutefois que comme l'une des formes possibles de marché. L'originalité de la démonstration réside de plus dans le fait que l'équilibre sur ces différents types de marchés n'est ni automatique, ni spontané. L'ouvrage de 1934 livre du coup des interprétations variées des conditions dans lesquelles un équilibre peut se former, la politique économique en constituant l'une d'entre elles. On peut avoir une vue synoptique des résultats auxquels aboutit Stackelberg dans son article publié en 1938 dans *Weltwirtschaftliches Archiv*, article dans lequel se trouve également une réponse au propos critique formulé trois ans auparavant par Hicks. Ce dernier avait en effet non seulement manifesté son désaccord concernant l'absence d'équilibre qui émanait de la démonstration de Stackelberg, mais également formulé une sérieuse réserve envers l'engagement de l'économiste allemand en faveur du corporatisme fasciste. Stackelberg avait donc réagi en indiquant : « Such an allegation is, of course, serious; it is serious not because the corporate state might not deserve a 'pean', but because a theoretical investigation should if at all possible be free of 'eulogies'. I have, however, not succeeded in finding such a 'pean' in my writings. Should we treat theoretical analyses of market based or plan based economic models as 'peans' if they are more than just stepping stones to a negative judgment of these models? » (Stackelberg, 1938) (Backhaus, 1996).

Le chapitre 6 de l'édition anglaise de *Marktform und Gleichgewicht* apparaît de ce point de vue décisif, constituant autant d'éléments de réponse aux questions figurant dans l'introduction. Décisif d'abord parce qu'il suggère de renoncer à la théorie de l'équilibre général, en raison de l'imperfection des marchés, et ensuite parce que c'est dans ce chapitre qu'est déployée et justifiée le principe de politique économique. Le début du chapitre 6 indique en effet que, dans l'économie réelle, les conditions de formation d'un équilibre ne sont que très rarement réunies, et que, second point fondamental, c'est bien à la politique économique qu'est dévolue la fonction de sauvegarde de l'équilibre sur un marché.

Stackelberg a tiré de ses analyses du fonctionnement des marchés une croyance selon laquelle leur instabilité pourrait devenir une tendance régulière des économies. L'impact des pratiques de politique économique durant plusieurs décennies ont été en mesure de lisser les phases d'instabilité des marchés. Mais dès lors que de telles pratiques ont été relâchées à partir des années 1980, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, l'instabilité des marchés s'est manifestement installée durablement, occasionnant d'une part des crises parfois sévères, ainsi qu'en témoignent celles successives de la finance entre 1987 et 2007, et, d'autre part, des dysfonctionnements sectoriels, notamment dans le transport aérien du fait de la dérégulation des conditions de la formation de prix, à l'origine de perturbations dans la décision



d'investissement. La théorie de Stackelberg apportera encore de nombreux éclairages quant à la compréhension des mécanismes du marché dans un univers où l'imperfection de la concurrence reste prédominante.

Rappelant que la théorie libérale a constamment rejeté l'interférence de l'Etat avec le marché, Stackelberg indique toutefois que des formes d'intervention ont pu être admises pour éliminer les risques d'instabilité, mais que, émanant de compromis démocratiques, leurs effets n'en ont été que très limités en matière de prix, de production, de concurrence imparfaite.... Il préconise par voie de conséquence le recours à un Etat fort, qui imposerait ses objectifs et ses instruments. Le chapitre 6 s'achève donc sur un « modèle théorique de marchés corporatif fasciste ». Les fondements théoriques sur lesquels est bâtie l'approche de l'intervention de l'Etat se trouvent chez trois auteurs italiens, qui s'inscrivent dans le droit fil de la pensée de V. Pareto. Le premier, Ugo Spirito, indique que dans un Etat corporatiste, il doit y avoir identité entre l'individu et l'Etat. Le second, Gino Arias, met en relief l'absence de conflit entre l'Etat et l'individu, ce dernier étant imprégné d'une conscience corporatiste. Enfin, le troisième auteur sur lequel s'appuie Stackelberg, Luigi Amoroso, sans doute le plus important pour consolider son modèle, estime que contrairement à l'école néo-classique, le libre jeu des individus ne constitue pas une garantie d'équilibre en économie, celle-ci ayant besoin d'un ordre défini par l'Etat corporatiste, qui a pour fonction de satisfaire les besoins des individus. Stackelberg reconnaît sans détour être en phase avec cette vision de l'économie et de son fonctionnement. Selon lui, l'Etat corporatiste incarne la volonté de la nation, incorpore les comportements maximisateurs des agents économiques dans ses structures étatiques, et écarte ainsi tout risque de rupture dans la formation de l'équilibre. Tous ces auteurs, dont se réclame Stackelberg, convergent pour penser non seulement une issue aux troubles et crises graves qui caractérisent le capitalisme libéral, mais surtout les finalités du système économique. Ce qu'ils mettent en exergue c'est le bien-être collectif, l'intérêt et la puissance de la nation.

En clôturant son ouvrage de 1934 par un chapitre traitant de la politique économique, Stackelberg met au jour la cohérence de son projet théorique. D'une part il s'agit pour lui de dresser une typologie des formes de la concurrence reposant fondamentalement sur l'effectif d'agents offreurs et demandeurs, d'autre part de construire un modèle de duopole avec asymétrie d'information dont la spécificité est de soulever la possibilité d'une rupture dans le processus conduisant à l'équilibre, et, enfin, de montrer en quoi, par voie de conséquence, l'intervention de l'Etat est jugée indispensable. Dit autrement, le modèle de Stackelberg renferme une critique du libéralisme pur, pour aboutir à une légitimation de l'interventionnisme étatique.

### **3. La place ambiguë de Stackelberg dans la pensée économique des années 1930**

L'étude de l'œuvre de Stackelberg, et plus spécifiquement de son ouvrage de référence paru en 1934, s'inscrit fondamentalement dans les controverses de son époque, dans les années de « haute théorie ». Les auteurs qui y ont de près ou de loin participé sont à l'origine d'une part d'une critique du modèle néo-classique et, d'autre part, d'une vision de la politique économique naissante. Stackelberg a apporté sa contribution à un processus modifiant le raisonnement économique et qui a mis à distance une école longtemps prédominante, d'autant mieux accepté qu'il est doté d'un outillage mathématique puissant. En se situant dans le sillage du français J. Bertrand qui, en critiquant la solution apportée par A.A. Cournot à l'équation de la concurrence monopolistique, a semé le trouble sur la théorie traditionnelle de la formation des prix, Stackelberg contribue à la fissuration de l'édifice néo-classique. Au tout début des années 1930, le problème de savoir si la concurrence restreinte répond à la loi de la concurrence pure et parfaite n'a pas de solution satisfaisante. Il faut attendre les avancées de Stackelberg pour que se dégage un début de réponse adaptée à l'enjeu théorique mais aussi au

défi que représente l'imperfection des marchés pour le capitalisme concret. Schumpeter a en effet indiqué qu'une telle problématique concernait le devenir même d'un système économique, le capitalisme. Celui-ci fonctionne selon lui de manière imparfaite et par surcroît traverse une crise d'ampleur inédite (Schumpeter, 1947). D'où l'importance de l'intervention de l'Etat dans le processus de construction de l'équilibre – aspect académique – mais aussi dans la sauvegarde de la cohésion sociale – aspect que l'on pourrait qualifier de politique. L'issue à l'imperfection des marchés, mais surtout à la grande crise du capitalisme à partir de 1929, se trouve chez Stackelberg comme chez Keynes dans une « large extension des fonctions traditionnelles de l'Etat » (Konow, 1994) (Senn, 1966).

Cette proximité des vues entre les deux économistes au sujet du rôle de l'Etat se heurte toutefois à des trajectoires politiques fortement clivées, à des jeux institutionnels introduisant dans les audiences des discours économiques des différenciations qui vont reléguer au second plan le courant de pensée dont se réclame l'auteur de *Marktform und Gleichgewicht*, au point que le nom même de Stackelberg ne sera par la suite qu'exclusivement associé à sa typologie des formes de la concurrence. Comment l'expliquer ?

### *L'appartenance politique de Stackelberg*

En dépit de sa volonté de produire une théorie cohérente, le développement que Stackelberg consacre à la politique économique est resté en arrière-plan. Il faut y voir la conséquence d'un choix politique désormais bien connu, mis en exergue à plusieurs reprises par des historiens de la pensée économique, même si Schumpeter n'y fait pas la moindre allusion dans son chapitre 3 de la conclusion générale à son *History of Economic Analysis*, chapitre traitant de « La science économique dans les pays totalitaires », alors qu'il jugea bon de montrer en quoi *Marktform und Gleichgewicht* de Stackelberg a constitué l'une des contributions les plus importantes à la science économique dans les années 1930. Schumpeter rappelle en effet que sa profonde aversion pour l'école utilitariste ne justifiait pas qu'il rejette dans l'oubli l'œuvre de J. Bentham, et que, de ce point de vue, il ne saurait en être autrement pour les économistes se réclamant d'une pensée politique totalitaire (Schumpeter, 1954).

De quoi est-il question ? Il s'agit de l'adhésion de Stackelberg à différents mouvements de jeunesse allemands, proches du nazisme au tout début des années 1920, lorsque sa famille s'installa en Silésie, puis en 1931 au parti nazi lui-même. Pire, il devient en 1933 membre des SS. Konow rappelle que durant sa jeunesse, Stackelberg a très vite été exposé à un environnement politique faisant du nationalisme et du militarisme les deux axes de la conscience familiale (Konow, 1994). De surcroît, Stackelberg tissa des liens avec l'école italienne d'économie, et notamment avec Luigi Amoroso, qui fut l'un des théoriciens de l'Etat fort et du corporatisme<sup>1</sup>. Les convictions politiques de Stackelberg s'exprimèrent de plus dans un contexte socio-historique chaotique, l'expérience de la République de Weimar ayant activé chez lui une prédisposition psychologique à se ranger du côté de l'aristocratie allemande et à chercher en elle des valeurs comme la hiérarchie et l'ordre social. Il convient sans doute d'ajouter que l'analyse de l'œuvre de Stackelberg a connu un certain rayonnement en dehors de l'Allemagne, en particulier pendant la période autarcique de l'Espagne franquiste (1939-1959), puisqu'il séjourna dans ce pays, enseigna à l'Université madrilène de Complutense durant trois ans et y mourut en 1946 à l'âge de 41 ans (Ban, 2012).

<sup>1</sup> Il ne faut pas oublier que V. Pareto s'est compromis avec le fascisme italien, des économistes comme L. Amoroso constituant ses disciples. Cela explique sans doute que la diffusion des thèses économiques émanant de l'école de Lausanne aient été si peu rapides et, lorsqu'elles commencent à l'être, les économistes de la sphère anglo-saxonne privilégient celles du prédécesseur de Pareto à Lausanne, le français L. Walras.

Ces éléments biographiques, trop rapidement résumés ici, ont fait de Stackelberg un personnage encombrant dans l'histoire de la pensée économique contemporaine, malgré le revirement politique qui fut le sien bien avant la fin de la guerre. Il rompit avec le nazisme, cessant de produire des écrits politiques pour se consacrer presque exclusivement à la théorie économique. Le mal était pourtant fait. En dépit de sa contribution à la compréhension de la concurrence et de la formation des prix, son passage par le parti nazi était irrattrapable, faisant de lui un économiste peu fréquentable dès lors que l'on se penche sur la politique économique.

Par voie de conséquence, on ne peut s'empêcher de dresser un parallèle avec la philosophie allemande des années 1920-1930. Toute proportion gardée quant à l'importance respective des auteurs et des débats qui suivirent leur adhésion au parti nazi, la science économique a eu à se pencher, avec Stackelberg, sur une controverse similaire à celle qui secoue encore aujourd'hui la philosophie avec M. Heidegger. Stackelberg et ses collègues italiens, ont-ils introduit le nazisme et le fascisme dans la science économique ? Sans doute pas. Ce qui distingue fondamentalement Heidegger d'un économiste comme Stackelberg réside dans le fait que le premier a réussi à introduire le nazisme dans la philosophie, ses enseignements, ses séminaires de 1933-1935, ainsi que son œuvre la plus connue publiée en 1927, *Sein und Zeit*, l'attestant, alors que le second n'y est pas parvenu, ce qui, au regard de sa construction théorique, ne devait pas être son ambition (Faye, 2005).

L'engagement politique de Stackelberg permet de prendre la mesure du clivage qui sépare les économistes de l'époque et qui se situe au-delà du strict champ scientifique. Les années 1920-1930 sont structurées autour d'une lutte politique opposant la démocratie libérale et le militari-nationalisme. Si l'histoire de la pensée économique a installé Keynes au panthéon des théoriciens prônant l'intervention de l'Etat, c'est certes pour des motifs liés aux enjeux académiques, mais aussi à une certaine vision du monde (*Weltanschauung*). Pour Keynes, la véritable menace pesant sur les sociétés occidentales a trait certes au communisme, mais tout autant, et sans doute en premier lieu, au fascisme et au nazisme, et ses dimensions nationalistes et militaristes. Dans un article publié en 1922 dans le *Manchester Guardian*, Keynes indique en effet que le principal conflit à résoudre est celui qui oppose le libéralisme, porteur de la création de richesses, de liberté du commerce... et le nationalisme violent, fondé sur le pouvoir, la gloire personnelle ou nationale, et sur la domination culturelle (Keynes, 1922). Aux yeux de l'auteur de la *Théorie générale*, si le libéralisme classique – le laisser-faire – n'est pas réformé sous l'impulsion de l'Etat mais sans violence, il porte en lui le risque d'ouvrir la voie à un régime politique totalitaire (Dostaler, 2007). Le traumatisme occasionné par la guerre scelle le sort des économistes qui se sont réclamés de près ou de loin du fascisme ou du nazisme quelques années auparavant. Il n'est guère surprenant de ce point de vue que les économistes les plus progressistes se réclamant d'une vision critique de l'école néo-classique aient choisi l'option keynésienne et non celle que représentait Stackelberg.

### *Le jeu des institutions durant les années 1930*

Il ne saurait être question de faire du parcours politique de Stackelberg le facteur mono causal de la relégation de son approche de la politique économique. Sa trajectoire entre également en résonance avec le jeu des institutions. C'est en effet toute la géographie de la pensée économique européenne qui se modifie en faveur de l'Angleterre. D'une certaine manière, traiter, voire revendiquer l'intervention de l'Etat dans l'économie, était dans l'air du temps, au regard de la grande dépression qui secouait les pays durant cette décennie 1930. Mais si l'histoire de la pensée a fait de Keynes la figure emblématique de la politique économique, c'est parce que l'Angleterre devient la plaque tournante de la mutation en profondeur de la théorie économique que connaît la discipline à cette époque. L'Angleterre, ses revues



d'économie – tout particulièrement the *Economic Journal* avec Keynes et *Economica* avec L. Robbins –, ses Universités, et notamment Cambridge et la London School of Economics, forment les lieux prestigieux où s'échangent les idées nouvelles, ou se discutent les innovations théoriques, où s'effectuent des choix décisifs à la hauteur des enjeux à la fois économiques, mais également de ceux relatifs au devenir immédiat du capitalisme et de la démocratie. C'est dans ces mêmes Universités britanniques que s'opèrent un glissement progressif de l'analyse de l'imperfection des marchés à la théorie des cycles, des fluctuations économiques, au chômage involontaire, ouvrant la voie à un questionnement sur la légitimité et l'efficacité de la politique économique. Simultanément à la publication en 1934 de *Marktform und Gleichgewicht*, l'article de R. Harrod publié dans le *Quarterly Journal of Economics* met en relief ce basculement de la problématique. Or c'est cette dernière qui va s'imposer dans les années qui vont suivre, dans la mesure où, avec la grande dépression, l'objectif est bien de réguler l'économie et de l'installer sur un sentier de croissance au plus près du plein-emploi (Harrod, 1934).

Face à la gravité de la crise, les économistes américains, qui n'ont pas encore l'importance mondiale qu'ils auront juste après la guerre, s'engagent eux aussi dans la bataille des idées économiques, se référant pour certains d'entre eux aux préoccupations du philosophe J. Dewey quant à la perspective d'une survie de la démocratie (Ménard, 1985) (Rutherford, 2011). En matière de politique économique, certains des économistes américains proches ou fortement impliqués dans le courant institutionnaliste, iront même jusqu'à évoquer l'idée de planification, à l'instar de Rexford Tugwell (1891-1979, surnommé « Rex the Red »), qui fut l'un des artisans de la politique interventionniste américaine durant les années 1930 dans le secteur agricole. Les économistes anglais puis plus tard américains, distancent ainsi l'école de pensée autrichienne emmenée par leur chef de file Ludwig Von Mises, laquelle se disloque progressivement du fait de l'effondrement de l'empire austro-hongrois. Les économistes se réclamant du totalitarisme vont être à leur tour submergés par cette vague anglo-américaine.

Si la pensée économique se réclamant du fascisme réussit à se construire une certaine visibilité académique – que l'on songe en particulier à l'article de L. Amoroso publié en 1938 dans la prestigieuse revue *Econometrica*, dans lequel il fait l'éloge du régime fasciste – si H. Stackelberg apporta une contribution décisive au renouvellement de la science économique, fort peu d'économistes se seraient risqués à se faire l'écho de ses thèses en matière de politique économique.

#### 4. Remarques finales

Avec Stackelberg et sa théorie des formes de la concurrence, l'historien de la pensée économique détient des informations précieuses qui lui permettent de porter un regard sur les conditions de production d'un discours à la fois théorique et pratique, puisqu'il s'est penché sur la question de la politique économique en tant qu'outil de régulation des marchés. Il peut également prendre la mesure des critères de sélection des éléments de ce discours qui feront l'objet d'une certaine postérité, alors que d'autres seront ou minorés ou bien encore rejetés dans les poubelles de l'histoire.

Dans le cas de Stackelberg, l'histoire de la pensée économique aura accordé la priorité à sa théorie des formes de marché, au duopole avec asymétrie d'information, avec d'autant plus de facilité que cette théorie détient tous les attributs de la science économique, à commencer par son appareillage mathématique. En revanche, l'articulation de ce modèle théorique avec une posture politique revendiquée a été jugée secondaire, non par négligence ou par méconnaissance, mais parce qu'elle a correspondu à une phase de l'histoire des sociétés européennes tourmentée. L'engagement politique de Stackelberg constitue un angle mort dans

l'histoire de la pensée économique, formant en cela une différence fondamentale avec l'autre penseur de la politique économique, à savoir J. M. Keynes. Or, ce que cet article a souhaité mettre au jour, c'est que les modèles théoriques sont historiquement et politiquement incarnés, que l'on ne peut dissocier la théorie du contexte socio-historique dans lequel elle prend forme. Stackelberg n'est pas une monade. Son analyse des marchés et de leur instabilité s'inscrit dans une trajectoire personnelle, dans des convictions politiques, dans des appartenances institutionnelles et dans des enjeux académiques.

Les années 1930 ont bien été des années de « haute théorie », mais également et structurellement des années de vives tensions et de luttes politiques qui ont engagé le devenir du capitalisme. Au regard de la crise que les économies traversent depuis 2007, on peut prendre la mesure des défis qui attendent les économistes.

## Références

Backhaus J. (1996), « Stackelberg's Concept of the Post-War Economic Order », *Journal of Economic Studies*, Vol. 23, 5/6, pp. 141-148.

Ban C. (2012), « Heinrich Von Stackelberg and the Diffusion of Ordoliberal Economics in Franco's Spain », *History of Economic Ideas*, Vol. XX, 3, pp. 137-157.

Dostaler G. (2007), *Keynes and his Battles*, Edward Elgar.

Faye E. (2005), *Heidegger. L'introduction du nazisme dans la philosophie. Autour des séminaires inédits de 1933-1935*, Albin Michel, Bibliothèque Idées.

Harrod R. (1934), « Doctrines of Imperfect Competition », *Quarterly Journal of Economics*, 48 (3), pp. 442-470.

Hicks J. R. (1934), « Review of *Marktform und Gleichgewicht* », *The Economic Journal*, Vol. 45, pp. 336-339.

Keynes J. M. (1922), « On the Way to Genoa : What Can the Conference Discuss and with what Hope ? », *Manchester Guardian*, April 10th, Collected Writings, Vol. XVII, 370-376.

Keynes J.M. (1936), *The General Theory of Employment, Interest and Money*, The Collected Writings of J.M. Keynes, Vol. VII, Mac Millan.

Konow J. (1994), « The Political Economy of Heinrich Von Stackelberg », *Economic Inquiry*, Vol. XXXII, January, pp. 146-165.

Leontief W. (1934), « Stackelberg on Monopolistic Competition », *Journal of Political Economy*, February, 44, pp. 554-559.

Ménard C. (1985), « Le keynésianisme : naissance d'une illusion », *Economies et Sociétés*, série Oeconomia, numéro 3, mars, p. 3-28.

Robinson J. (1971), *Economic Heresies : Some Old-fashioned Questions in Economic Theory*, Mac Millan.

Rutherford M. (2011), *The Institutionalism Movement in American Economics, 1918-1947 : Science and Social Control*, Cambridge University Press.

Schackle G.L.S. (1967), *The Year of High Theory. Invention and tradition in Economic Thought, 1926-1939*, Cambridge University Press.

Schumpeter J. A. (1947), *Capitalism, Socialism and Democracy*, George Allen and Unwin Ltd.

Schumpeter J. A. (1954), *History of Economic Analysis*, George Allen and Unwin Ltd.

Senn P. R. (1966), « Heinrich Von Stackelberg in the History of Economic Ideas », *Journal of Economic Studies*, 23, 5-6, pp. 15-40.

Sraffa P. (1926), « The Law of Returns under Competitive Conditions », *The Economic Journal*, December, number 144, Vol. XXXVI, pp. 535-550.

Stackelberg H. V. (1934), *Marktform und Gleichgewicht*, Springer, English Translation, *Market Structure and Equilibrium*, Springer, 2012.

Stackelberg H. V. (1938), « Probleme der unvollkommen Konkurrenz », *Weltwirtschaftliches Archiv*, Vol. 48, pp. 95-141.

Tinbergen J. (1934), « Annual Survey of Significant Developments in General Economic Theory », *Econometrica*, January, Vol. 2, No 1, pp. 13-36.